

Formation éclair en affaires multilatérales

Par Darren Rogers

Lorsqu'elle est entrée comme stagiaire à l'ambassade du Canada à Washington en 2005, Patricia D'Costa ne se doutait pas que deux ans plus tard, elle représenterait le Canada dans les dossiers ayant trait à la sécurité continentale à l'Organisation des États américains (OEA). Et le plus étonnant, c'est que Patricia, représentante suppléante à la mission permanente du Canada auprès de l'OEA, est une employée recrutée sur place (ERP).

À la mission, Patricia mène le dossier de la sécurité avec la même autonomie que celle dont jouissent ses collègues canadiens pour gérer leurs propres dossiers respectifs, que ce soit la démocratie, les droits de la personne ou le développement. Ainsi, au cours d'une journée typique, elle peut consulter d'autres ministères fédéraux au sujet du libellé d'une déclaration sur l'action antimines, représenter le Canada à une réunion sur le trafic des stupéfiants ou communiquer avec d'autres missions pour concilier des positions divergentes sur la prolifération des armements.

Patricia, qui a joué un rôle notable dans la planification et la réalisation de la Conférence des ministres de la Défense des Amériques qui a eu lieu à Banff en 2008, a contribué au développement des relations civilo-militaires entre les États membres de l'OEA. Elle a même été vice-présidente de la Commission de l'OEA pour la sécurité continentale en 2008-2009.

Sa compétence et son entregent lui ont acquis le respect de ses homologues civils aussi bien que militaires. « Dans le domaine de la sécurité, plusieurs de mes collègues sont des hommes militaires, explique-t-elle. À mon avis, c'est une chance qu'ils m'acceptent comme égale. » Dans le contexte multilatéral, les relations importent souvent plus que les titres pour régler des questions précises. « Il faut être en mesure de prendre le téléphone et savoir qui appeler. » Et ses homologues des autres missions lui parlent volontiers : elle a la réputation d'une alliée bien informée et d'une négociatrice juste et méthodique.

Patricia est née au Kenya. À l'âge de huit ans, elle est venue au Canada avec sa famille, qui s'est établie à Mississauga, et est devenue citoyenne canadienne. Elle a fréquenté l'Université de Waterloo, puis a fait une maîtrise en relations internationales à l'Université de Syracuse, aux États-Unis; c'est à cette époque qu'elle a élu domicile à Washington pour terminer ses études et entreprendre sa carrière.

Son travail de représentante suppléante est stimulant et lui donne l'occasion de voyager dans la région, ce qui l'enchant. Son statut d'employée recrutée sur place n'influe ni sur son attitude, ni sur les perceptions des autres : « En dehors de la mission, personne ne sait ni ne veut savoir que je suis une ERP. On ne voit que le Canada. » Par contre, si elle compare les employés canadiens aux employés recrutés sur place, elle fait remarquer que ces derniers doivent souvent démarrer sur les chapeaux de roue : « Nous ne bénéficions pas des périodes de transition dont jouissent les collègues qui viennent de l'administration centrale. »

Pour sa part, Patricia compense largement ce handicap à force d'ingéniosité et d'enthousiasme. « À mon arrivée, on m'a dit que les affaires multilatérales, c'est un travail qu'on adore ou qu'on déteste. » Après une seconde de réflexion, elle ajoute : « Moi, j'adore ça. »

Darren Rogers est représentant de l'ACDI et conseiller en coopération à la mission permanente du Canada auprès de l'OEA.



Patricia D'Costa représente le Canada à une séance de l'OEA.